

Unité départementale de l'Aisne  
Équipe 4  
25 rue Albert THOMAS  
02100 SAINT-QUENTIN

SAINT-QUENTIN, le 19 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FM FRANCE S.A.S.**

ZI de l'Europe  
BP 80236  
57370 Phalsbourg

Références : FM23-158\_Rinsp  
Code AIOT : 0005106108

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2023 dans l'établissement FM FRANCE S.A.S. implanté ZID de l'Omois-BP30 - 3 Rue du Marchis 02400 Épaulx-Bézu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale post ROUEN. Le 26 septembre 2019, un incendie très important a eu lieu à Rouen, au sein des entreprises Lubrizol et Normandie Logistique. Si l'origine de l'incendie n'est pas encore précisément connue à ce jour, la propagation de l'incendie s'est faite par effet domino d'un site vers l'autre. Or, si le classement du site Lubrizol était bien connu de l'administration, il est apparu que celui de l'entrepôt Normandie Logistique ne l'était pas. Compte-tenu de ces éléments, il a été jugé nécessaire d'inclure dans le plan d'actions post Lubrizol un renforcement du contrôle des installations bordant les sites Seveso pour lancer une investigation plus poussée des risques d'effets dominos, dans un rayon de 100 m autour de ces sites.

A ce titre, la présente inspection a pour objectif de vérifier :

- le classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement des établissements voisins du site FM France Epaulx,
- le respect de prescriptions réglementaires applicables relatives à l'éloignement des tiers.

Le plan d'actions autour de chaque établissement SEVESO est conclu par l'envoi à l'exploitant des

informations récoltées afin qu'il puisse en tenir compte pour le prochain réexamen ou la prochaine mise à jour de son étude de dangers.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE S.A.S.
- ZID de l'Omois-BP 30 -3 Rue du Marchis 02400 Épaux-Bézu
- Code AIOT : 0005106108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entreprise FM France est autorisée à exploiter un entrepôt pour des activités logistiques et de stockage de marchandises industrielles, de biens de grande consommation, de produits combustibles et de produits inflammables sur le territoire de la commune d'Epoux-Bezu (02400).

L'arrêté préfectoral d'autorisation a été délivré le 10/08/2015. La surface utile de l'entrepôt est de 53 778 m<sup>2</sup> et le volume utile de 723 312 m<sup>3</sup>. Suite au décret n°2020-1169 du 24/09/2020, l'activité 1510 est désormais classée sous le régime de l'Enregistrement.(1510-2.b).

L'établissement est classé en "seuil bas" au titre des dispositions de l'arrêté ministérielle du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement.

L'activité est dédiée à un unique client de la grande distribution, actuellement locataire des installations.

L'exploitant ICPE n'est pas le propriétaire du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 100 m

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Voisinage dans les 100m des limites de site	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515.90	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les tiers constatés dans les 100 mètres des limites du site FM FRANCE Epau ne génèrent pas ou ne sont pas susceptibles de générer d'effets domino sur cet entrepôt.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Voisinage dans les 100m des limites de site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515.90
<b>Thème(s) :</b> Autre, AN 100m - Etat des lieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement dans des conditions économiques

acceptables, c'est-à-dire celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit pour la sécurité globale de l'installation, soit pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

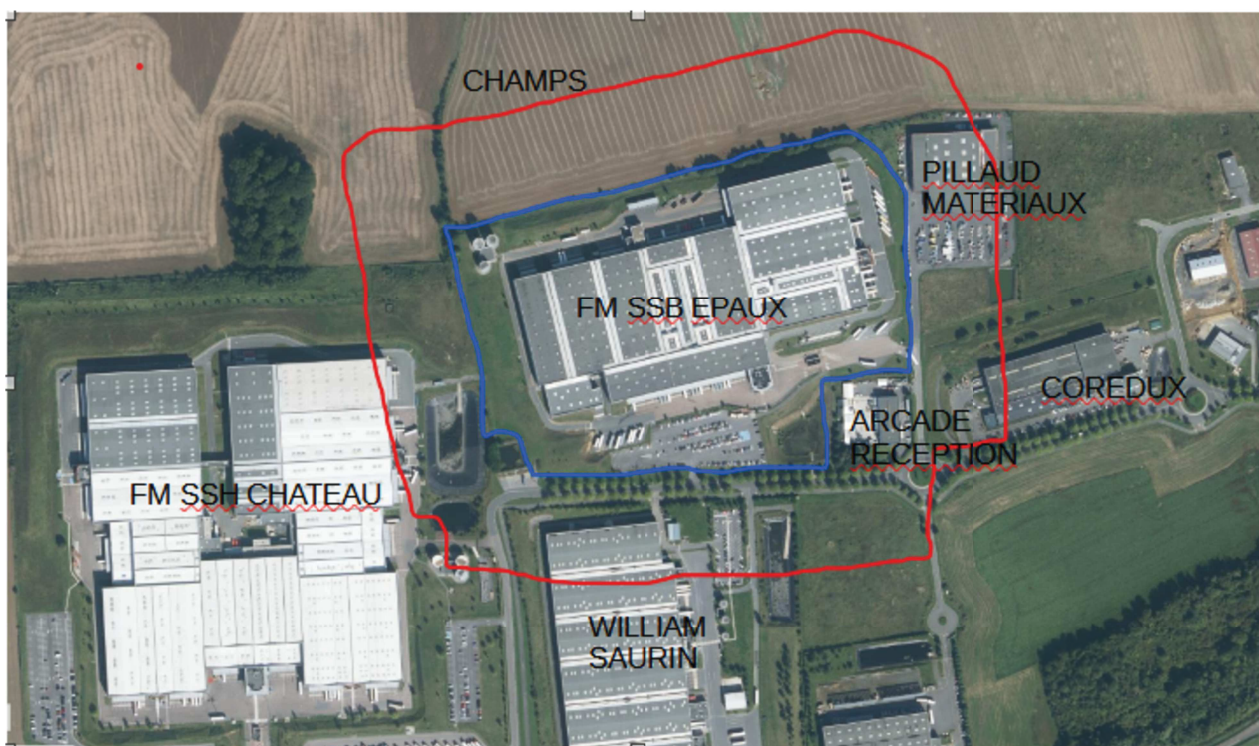
L'étude de dangers démontre par ailleurs qu'une politique de prévention des accidents majeurs telle que mentionnée à l'article L. 515-33 est mise en œuvre de façon appropriée.

Lorsque le préfet dispose d'informations complémentaires à celles fournies par l'exploitant, en ce qui concerne l'environnement immédiat de l'établissement, il met ces informations à la disposition de l'exploitant. Ces informations comprennent, lorsqu'elles sont disponibles, les coordonnées d'établissements voisins, sites industriels, zones et aménagements. L'exploitant en tient compte pour compléter ou mettre à jour les facteurs susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur et d'effets domino.

#### Constats :

La plateforme FM FRANCE SEVESO Seuil Bas Epaux est implantée dans la zone Industrielle de l'Omois sur les communes de CHATEAU THIERRY, ETREPILLY et EPAUX BEZU.

Dans les 100 m des limites du site se trouvent les activités suivantes :



----- Limites du site FM Epaux

----- Zone 100 m autour des limites du site

**Au Nord :** des champs

**A l'Est :**

**Pillaud Matériaux :** Magasin de matériaux de construction

Il s'agit d'un magasin de vente de matériaux de construction, y sont entreposés des éléments en béton, en bois, en plastique ou encore métalliques. Ce site ne relève d'aucune rubrique ICPE. Au vu de l'activité, il apparaît peu probable que cette installation puisse générer des effets domino sur l'entrepôt FM FRANCE Epaux.

**COREDUX FRANCE :** Usine de fabrication de tuyaux et tuyauteries métalliques flexibles

Ce site est classé à déclaration au titre des rubriques 2560-2 (Travail mécanique des métaux et alliages, puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 730 kW), 2925-1 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques avec puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération de 132,4 kW) et 47XX (Rubrique nommément désignée dont les caractéristiques constituent des informations sensibles communicables sur demande)

Au vu de l'activité et de la nature de la matière utilisée, il apparaît peu probable que cette installation puisse générer des effets domino sur l'entrepôt FM FRANCE Epaux.

**Au Sud :**

**Arcade réception :** société de location de tentes et chapiteaux

Il s'agit d'une entreprise de location de tentes et chapiteaux qui ne relève d'aucune rubrique de la nomenclature des installations classées, les locaux abritent les bureaux de l'entreprise ainsi que le stockage des structures vouées à la location (structures métalliques et bâches plastiques). Cette activité n'est pas susceptible de générer des effets domino sur l'entrepôt FM FRANCE Epaux.

**William Saurin :** plateforme logistique autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2005.

L'arrêté préfectoral du 19 octobre 2005, qui encadre l'exploitation de cet entrepôt voisin, fixe en son article I.5 un périmètre d'éloignement autour des cellules de stockage de l'entrepôt. Les zones Z1 et Z2 définies n'atteignent pas le site FM FRANCE objet du présent rapport.

**A l'Ouest :**

**FM FRANCE Château :** plateforme logistique autorisée par arrêté préfectoral du 24 septembre 2012, complété le 26 mars 2015 et modifié en dernier lieu le 23 octobre 2017. Cet établissement est classé SEVESO Seuil Haut.

Cet entrepôt fait l'objet d'un PPRT approuvé par arrêté préfectoral du 29 décembre 2010. L'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique a quant à lui été abrogé par arrêté préfectoral n°IC/2021/102 du 15/06/2021 puisque l'étude de dangers actualisée, déposée en septembre 2017 et réalisée pour la première fois sous l'outil FLUMILOG a démontré que les zones d'effets ne sortent plus des limites du site. Les effets générés par les phénomènes dangereux de ce site n'atteignent donc pas l'entrepôt FM FRANCE Epaux.

Les tiers constatés dans les 100 m des limites du site FM FRANCE EPAUX ne génèrent pas ou ne sont pas susceptibles de générer d'effets domino sur cet entrepôt.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet